

Belgium-Brussels: Security services

OJ S 240/2013 11/12/2013

Contract notice

Services

Directive 2004/18/EC

Section I: Contracting authority

I.1. Name and addresses

Official name: École européenne Bruxelles 3

Postal address: Boulevard du Triomphe 135

Town: Bruxelles

Postal code: 1050

Country: Belgium

For the attention of: Carine Hector

E-mail: carine.hector@eursc.org

Telephone: +32 26294702

Fax: +32 26294787

Internet address(es):

General address of the contracting authority: <http://www.eeb3.eu>

Additional information can be obtained from:

the abovementioned address

Specifications and additional documents (including documents for competitive dialogue and a dynamic purchasing system) can be obtained from:

the abovementioned address

Tenders or requests to participate must be submitted: the abovementioned address

I.2. Type of the contracting authority

European institution/agency or international organisation

I.3. Main activity

Education

I.4. Contract award on behalf of other contracting authorities

The contracting authority is purchasing on behalf of other contracting authorities: no

Section II: Object of the contract

II.1. Description

II.1.1. Title attributed to the contract by the contracting authority

Prestations de gardiennage, de surveillance, de contrôle d'accès dans les Écoles européennes de Bruxelles 1, 2, 3 et 4.

II.1.2. Type of contract and place of performance or delivery

Services

Service category No 23: Investigation and security services, except armoured car services

Main site or place of performance: Écoles européennes de Bruxelles 1, 2, 3 et 4, Belgique

NUTS code BE Belgique / België

II.1.3. Information about a framework agreement or a dynamic purchasing system

The procurement involves the establishment of a framework agreement

II.1.4. Information about framework agreement

Framework agreement with a single operator

Duration of the framework agreement

Duration in years: 4

Estimated total value of purchases for the entire duration of the framework agreement

Estimated value excluding VAT:

Range: between 5 750 000 and 6 000 000 EUR

II.1.5. Short description of the contract or purchase(s)

La société, sous la supervision des Ecoles, sera chargée de prestations de services de gardiennage statique, de surveillance mobile et de contrôle d'accès, d'assurer dans les Écoles européennes de Bruxelles, la protection des personnes, des bâtiments, des biens, contre tout acte de violence ou de malveillance, des prestations d'assistance au rangement des véhicules, la supervision d'un système de vidéosurveillance et tout autre système de sécurité. Les écoles participant au marché signeront des contrats distincts avec le soumissionnaire retenu.

Les prestations concernent les catégories de personnels telles que définies dans les conventions collectives de travail concernant la commission paritaire 317 pour les services de garde.

Le contrat-cadre entrera en vigueur le 1.9.2014.

Dans sa demande de participation, le candidat joindra les documents suivants : déclaration indiquant les effectifs permanents moyens des 3 dernières années (2010, 2011, 2012) dans les différentes catégories de personnel au sein de la société.

II.1.6. CPV code(s)

79710000 Security services, 79713000 Guard services, 79714000 Surveillance services, 79715000 Patrol services

II.1.7. Information about the Government Procurement Agreement (GPA)

The procurement is covered by the Government Procurement Agreement: yes

II.1.8. Lots

This contract is divided into lots: no

II.1.9. Information about variants

Variants will be accepted: no

II.2. Scope of the procurement

II.2.1. Total quantity or scope

A titre indicatif, l'estimation du nombre d'heures à fournir par année calendrier pour les écoles de Bruxelles est de plus ou moins 50 000 heures. Cette estimation pourra être revue à la hausse ou à la baisse en fonction des besoins de chaque école.

Estimated value excluding VAT:

Range: between 5 750 000 and 6 000 000 EUR

II.2.2. Information about options

Options: no

II.2.3. Information about renewals

This contract is subject to renewal: no

II.3. Duration of the contract or time limit for completion

Duration in months: 48 (from the award of the contract)

Section III: Legal, economic, financial and technical information

III.1. Conditions related to the contract

III.1.1. Deposits and guarantees required

Une garantie de bonne exécution du contrat d'un montant de 250 000 EUR sera demandée à l'attributaire du marché avant la signature du contrat.

III.1.2. Main financing conditions and payment arrangements and/or reference to the relevant provisions governing them

Paielement 30 jours fin de mois après réception de la facture.

III.1.3. Legal form to be taken by the group of economic operators to whom the contract is to be awarded

III.1.4. Contract performance conditions

The performance of the contract is subject to particular conditions: yes

Description of particular conditions: Les soumissionnaires devront répondre en tout point à la loi du 10.4.1990 sur les entreprises de gardiennage, sur les entreprises de sécurité et sur les services internes de gardiennage (dite Loi Tobback).

L'attention du candidat est particulièrement attirée:

- sur les aspects de la Commission paritaire 317 pour les services de garde (protocole d'accord du 19.6.2003) et plus particulièrement les conventions collectives de travail s'y rapportant des 30.10.2003, 8.11.2005 et 29.11.2012,
- sur le respect, en sa qualité d'employeur, à l'égard de ses travailleurs, des obligations imposées par la législation belge en général et, en particulier, par la loi du 4 août 1996 relative au bien être des travailleurs dans l'exécution de leur travail,
- sur le respect, en sa qualité d'employeur, de la réglementation sur la protection du travail d'application sur le territoire belge,
- sur le respect, en sa qualité d'employeur, de la réglementation en matière de sécurité sociale d'application sur le territoire belge.

Le marché est conclu pour une période de 1 an renouvelable au maximum 3 fois.

Au terme de cette période, le marché prendra fin de plein droit. La partie qui désire mettre fin au contrat doit le signaler à la partie adverse par lettre recommandée au plus tard 3 mois avant la date anniversaire du contrat.

III.2. Conditions for participation

III.2.1. Suitability to pursue the professional activity, including requirements relating to enrolment on professional or trade registers

List and brief description of conditions: Les intéressés sont priés de présenter leur demande de participation en respectant strictement les conditions du présent avis.

Les demandes de participation doivent être transmises selon les modalités suivantes :

- par la poste, par envoi recommandé, le cachet de la poste faisant foi, à l'adresse suivante : École européenne Bruxelles III, à l'attention de Mme Carine Hector – Boulevard du Triomphe 135 – 1050 Bruxelles – Belgique,
- ou par porteur, contre accusé de réception.

Le candidat :

- mentionnera, dans sa lettre de demande de participation, la référence : "EEB 3 / 2022 /

2013 / 0001",

- joindra obligatoirement les documents et les renseignements requis,
- présentera une fiche d'identification précisant la dénomination, le statut juridique, la nationalité, l'adresse, le téléphone, télécopieur, personne de contact et adresse électronique, le numéro de TVA, le numéro d'enregistrement légal (le cas échéant) et les références bancaires,
- situation juridique – références requises : indication de l'état dans lequel le candidat a son siège ou est son domicile, en présentant les preuves requises en la matière, selon la législation du pays d'établissement.

Sont exclus de la participation à un marché, les candidats:

- a) qui sont en état ou qui font l'objet d'une procédure de faillite, de liquidation, de règlement judiciaire ou de concordat préventif, de cessation d'activité, ou sont dans toute situation analogue résultant d'une procédure de même nature existant dans les législations et réglementations nationales ;
- b) qui font l'objet d'une condamnation prononcée par un jugement ayant autorité de chose jugée pour tout délit affectant leur moralité professionnelle ;
- c) qui, en matière professionnelle, ont commis une faute grave constatée par tout moyen que les pouvoirs adjudicateurs peuvent justifier ;
- d) qui n'ont pas rempli leurs obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale ou leurs obligations relatives au paiement de leurs impôts selon les dispositions légales du pays où ils sont établis ou celles du pays du pouvoir adjudicateur ou encore celles du pays où le marché doit s'exécuter ;
- e) qui ont fait l'objet d'un jugement ayant autorité de chose jugée pour fraude, corruption, participation à une organisation criminelle ou toute autre activité illégale portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés ;
- f) qui, suite à la procédure de passation d'un autre marché ont été déclarés en défaut grave d'exécution en raison du non-respect de leurs obligations contractuelles

Le candidat joindra à sa demande de participation une attestation sur l'honneur déclarant qu'il ne se trouve dans aucune des situations d'exclusion de la participation à un marché décrites ci-dessus.

De plus, devront être joints les documents suivants:

- un extrait récent du casier judiciaire du candidat (documents individuels pour chaque membre du groupement si c'est le cas) et des administrateurs délégués ou, à défaut, d'un document récent équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays où le candidat est établi, dont il résulte que le candidat (documents individuels pour chaque membre du groupement si c'est le cas) ne se trouve pas dans les situations d'exclusion de la participation à un marché décrites sous a), b) et e),
- un certificat récent délivré par l'autorité compétente du pays où le candidat est établi, dont il résulte que le candidat (documents individuels pour chaque membre du groupement si c'est le cas) a rempli ses obligations relatives au paiement des cotisations de sécurité sociale et ses obligations relatives au paiement de ses impôts, selon les dispositions légales du pays où il est établi. Lorsqu'un tel document ou un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment ou, à défaut, solennelle faite par le candidat devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays du candidat.

Les intéressés sont, par ailleurs, informés que sont exclus de l'attribution d'un marché les candidats ou les soumissionnaires qui, à l'occasion de la procédure de passation de ce marché:

- se trouvent en situation de conflit d'intérêts,
- se sont rendus coupables de fausses déclarations en fournissant les renseignements

exigés par le pouvoir adjudicateur pour leur participation au marché ou n'ont pas fourni ces renseignements. Le candidat attestera que l'ensemble du personnel est salarié auprès de son entreprise. Le candidat retenu ne pourra en aucun cas travailler avec des agents indépendants.

III.2.2. Economic and financial ability

List and brief description of conditions: — une déclaration indiquant le chiffre d'affaires annuel spécifique concernant les types de services faisant l'objet du marché, réalisé pendant les 3 derniers exercices (2010 – 2011 - 2012),

— un chiffre d'affaires annuel moyen minimal de 5 000 000 EUR relatif aux types de services faisant l'objet du marché, durant ces 3 exercices de référence, est exigé pour participer au marché.

III.2.3. Technical and professional ability

List and brief description of conditions:

Dans sa demande de participation, le candidat joindra les documents suivants:

— l'organigramme actuel du candidat et une déclaration indiquant les effectifs moyens du candidat pendant les 3 derniers exercices (2010 – 2011 - 2012), en ce compris le curriculum vitae des principaux dirigeants et du personnel d'encadrement qui seraient responsables de l'exécution du contrat.

Chacun d'eux devra disposer de la carte de dirigeant d'entreprise de gardiennage délivrée le ministère de l'intérieur et parler couramment 2 des 3 langues suivantes (FR, NL, EN). À titre indicatif, la langue de travail principale dans le cadre de ce marché est le français. Le personnel sur site devra pouvoir s'exprimer correctement en français ou en néerlandais,

— une attestation du candidat confirmant que le personnel d'encadrement supérieur et intermédiaire, ainsi que la totalité du personnel sur site, disposent d'une habilitation délivrée par l'autorité nationale de sécurité ou équivalente,

— chaque membre du personnel présent sur site doit disposer d'un certificat de bonnes mœurs de type 2,

— le candidat devra également produire le curriculum vitae des membres de l'encadrement intermédiaire qui seront détenteurs d'un diplôme d'enseignement secondaire supérieur,

— le candidat devra posséder une certification ISO 9001 ou équivalente. À ce titre, il joindra l'attestation de l'organisme certificateur,

— le candidat s'engage à assurer les recyclages du personnel à ses frais.

— le candidat s'engage à ne pas faire appel à de la sous traitance,

— le candidat devra fournir un relevé des 3 plus grands marchés, dans le domaine de l'appel d'offres, exécutés au cours des 3 dernières années (2010-2011-2012). Ce relevé de références sera accompagné de pièces attestant l'exécution des prestations de services (certificats de bonne exécution, justificatifs probants, etc.).

Pour être sélectionné, le candidat doit:

— au moins justifier que les prestations effectuées dans le cadre de ces 3 références les plus importantes couvrent tous les domaines décrits aux points II.1.5 et 6) du présent avis,

— joindre toutes pièces justificatives (courrier signé, par exemple) signées par les responsables des prestations effectuées dans le cadre de ces 3 références les plus importantes. Ces preuves doivent indiquer que les prestations effectuées pour le client ont été effectuées conformément au cahier des charges dudit client.

III.2.4. Information about reserved contracts

III.3. Conditions specific to services contracts

III.3.1. Information about a particular profession

Execution of the service is reserved to a particular profession: yes
Reference to the relevant law, regulation or administrative provision: Voir point III.1.4.

III.3.2. Information about staff responsible for the performance of the contract

Obligation to indicate the names and professional qualifications of the staff assigned to performing the contract: yes

Section IV: Procedure

IV.1. Type of procedure

IV.1.1. Type of procedure

Restricted

IV.1.2. Information about the limits on the number of candidates to be invited

IV.1.3. Information about reduction of the number of solutions or tenders during negotiation or dialogue

IV.2. Award criteria

IV.2.1. Award criteria

The most economically advantageous tender in terms of Price is not the only award criterion and all criteria are stated only in the procurement documents

IV.2.2. Information about electronic auction

An electronic auction will be used: no

IV.3. Administrative information

IV.3.1. File reference number attributed by the contracting authority

EEB3/2022/2013/0001

IV.3.2. Previous publication concerning this procedure

no

IV.3.3. Conditions for obtaining specifications and additional documents or descriptive document

Payable documents: no

IV.3.4. Time limit for receipt of tenders or requests to participate

3.2.2014 - 12:00

IV.3.5. Estimated date of dispatch of invitations to tender or to participate to selected candidates

IV.3.6. Languages in which tenders or requests to participate may be submitted

IV.3.7. Minimum time frame during which the tenderer must maintain the tender

IV.3.8. Conditions for opening of tenders

Section VI: Complementary information

VI.1. Information about recurrence

This is a recurrent procurement: no

VI.2. Information about European Union funds

The procurement is related to a project and/or programme financed by European Union funds:
no

VI.3. Additional information**VI.4. Procedures for review****VI.4.1. Review body**

Official name: Les cours et tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents pour connaître des litiges relatifs à l'interprétation, l'exécution et la réalisation du contrat

VI.4.2. Review procedure**VI.4.3. Service from which information about the review procedure may be obtained****VI.5. Date of dispatch of this notice**

6.12.2013